



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°449 du 16 au 22 novembre 2023

CEDEAO

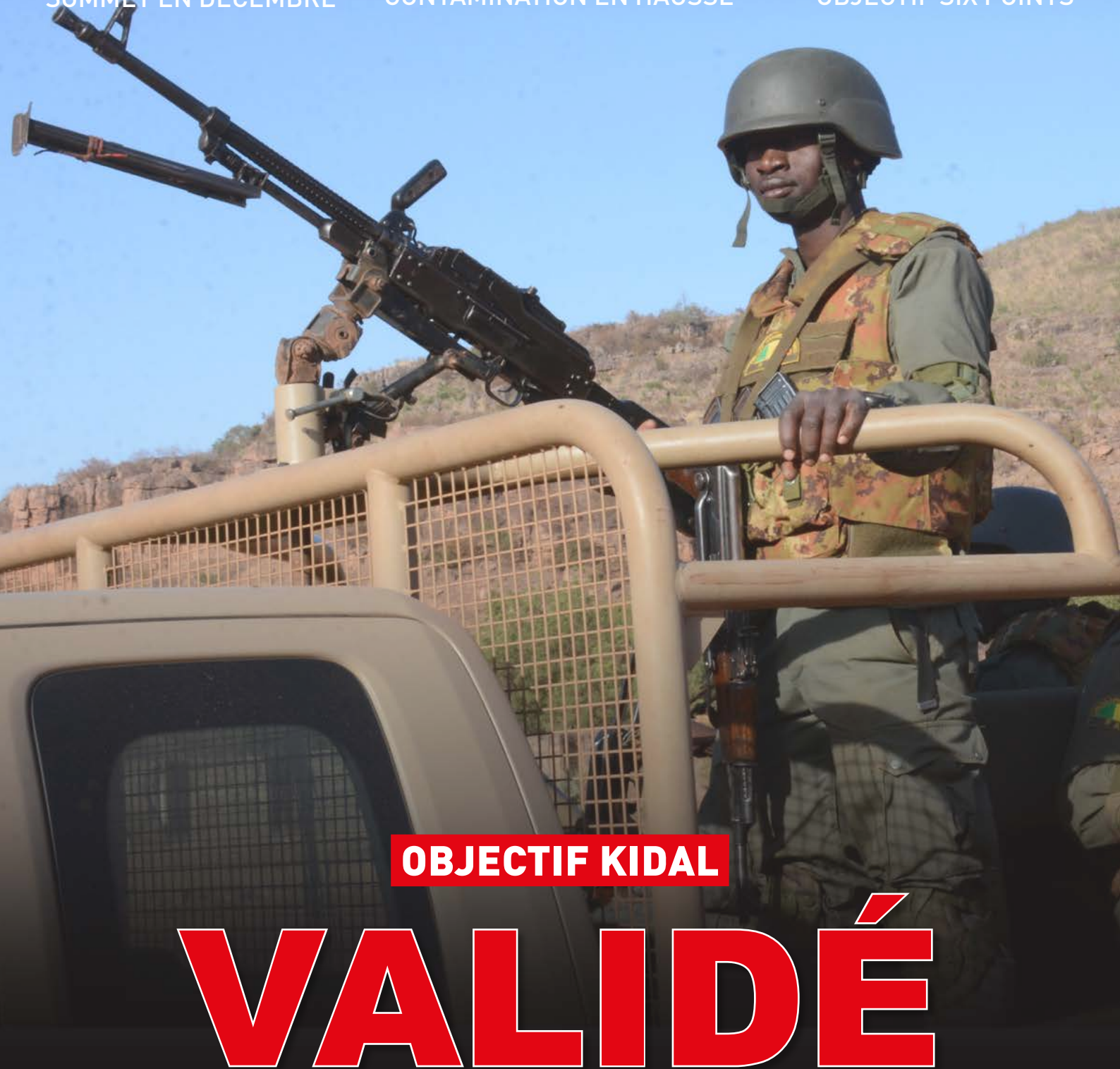
SOMMET EN DÉCEMBRE

DENGUE

CONTAMINATION EN HAUSSE

AIGLES

OBJECTIF SIX POINTS



OBJECTIF KIDAL

VALIDÉ

GRATUIT

Ne peut être vendu

Après plusieurs jours de combat, les FAMA sont entrées dans la ville de Kidal, contrôlée depuis plus d'une décennie par les groupes rebelles.

L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

EAU MINÉRALE
DIAGO
NATURELLE



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ



ÉDITO

Kidal

Enfin ! Un grand soulagement. Après plus d'une décennie d'absence, l'armée est de retour à Kidal. Cette ville, symbole de l'insoumission à l'État et objet de tant de ressentiments et de frustrations, est contrôlée depuis le 14 novembre par les FAMas, appuyées par leurs partenaires russes, après plusieurs jours de combat. Sans surprise, l'annonce de cette prise a été célébrée un peu partout dans le pays et les autorités de la Transition, qui en tirent un énorme gain politique, se sont offert des bains de foule, à Kati notamment. Sur les réseaux sociaux et ailleurs, là encore sans surprise, les Colonels sont exaltés et la France et les « partenaires non sincères » voués aux gémonies. La prise de Kidal est sans conteste un tournant majeur, qui redéfinit plus clairement les rapports de force entre l'État et les groupes armés réunis au sein de la CMA. Si les Maliens sont aujourd'hui à juste titre très heureux et peuvent la célébrer, le plus dur reste encore à venir. Tenir la ville sur la durée, résister aux incursions et attaques probables de la CMA, contenir le JNIM, entre autres. Au-delà de l'aspect sécuritaire, Kidal s'est aussi vidée d'une grande partie de sa population autochtone. Une fois de retour, si elle revient, comment instaurer une relation entre l'État et une population qui n'a plus vraiment de contact avec lui depuis plus de 10 ans ? Comment réinstaller l'administration et convaincre les agents de santé, notamment enseignants, médecins..., de travailler dans une zone au climat sécuritaire encore précaire ? C'est en cela aussi que les autorités pourront démontrer que l'objectif n'était pas que la reconquête militaire de la zone, mais son administration. Ce sont nos interrogations, mais pour l'heure une Nation est en communion avec son armée, ceux qui se sacrifient pour ce pays et sa devise : Un Peuple – Un But – Une Foi.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

740 000

C'est le nombre de personnes qui souffrent du diabète au Mali, selon la direction générale de la Santé.

ILS ONT DIT...

• « Hommage à nos vaillantes forces armées maliennes et aux plus hautes autorités maliennes pour cette avancée considérable dans le sens du recouvrement de la souveraineté nationale, l'intégrité du territoire et le renforcement de l'unité nationale. Cette avancée démontre la pertinence des choix stratégiques opérés par le Mali. Les sacrifices consentis n'ont pas été vains ». **Abdoulaye Diop, ministre des Affaires étrangères**, le 14 novembre 2023

• « Le gouvernement du Burkina Faso réaffirme son soutien indéfectible au Mali à cette étape charnière de la lutte contre le terrorisme dans notre espace sahélien, un combat dont la finalité est d'offrir à nos peuples une autre perspective que l'horizon de ténèbres dessiné et planifié par les terroristes et leurs soutiens internationaux ». **Jean Emmanuel Ouédraogo, porte-parole du gouvernement burkinabè**, le 15 novembre 2023

UN JOUR, UNE DATE

17 novembre 2018 : En France, début du mouvement de protestation des « Gilets jaunes ».



Après plusieurs jours de combat, **les FAMa** sont entrées dans la ville de Kidal, contrôlée depuis plus de dix ans par les rebelles réunis au sein de la CMA, le 14 novembre.



Le Conseil de discipline du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) a décidé le 15 novembre de la suspension « avec déchéance de fonction » de **Georges Philippe Ezaley**, Vice-président, invoquant des « manquements graves ».

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Un militaire malien devant le **gouvernorat de Kidal** après l'entrée des FAMa dans la ville. 14 novembre 2023.

RENDEZ-VOUS

17 novembre 2023 :

Mali – Tchad / Stade du 26 mars – Bamako

17 novembre 2023 :

Concert Sanou Neken – Palais de la Culture – Bamako

20 novembre 2023 :

Mali – Centrafrique / Stade du 26 mars – Bamako

23-26 novembre 2023 :

FACEJ Sugu – Place du Cinquante-naire – Bamako

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

KIDAL : 11 ANS APRÈS, L'ARMÉE REPREND LE CONTRÔLE DE LA VILLE

Objectif majeur des autorités de la Transition, Kidal est désormais sous le contrôle de l'armée malienne. L'opération stratégique amorcée en direction de la ville n'aura duré que quelques jours, boutant les groupes armés rebelles hors de leur bastion.

MOHAMED KENOVI

La date restera gravée. Le 14 novembre 2023, la ville de Kidal, longtemps dans le viseur des autorités de la Transition, a été reprise des mains des groupes armés qui la contrôlaient depuis 2012. « Aujourd'hui, nos Forces armées et de sécurité se sont emparées de Kidal », a affirmé le Président de la Transition dans un message spécial adressé à la Nation, lu à la télévision nationale. « Notre mission n'est pas achevée. Je rappelle qu'elle consiste à recouvrer et à sécuriser l'intégrité du territoire, sans exclusive aucune, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité », a poursuivi le Colonel Assimi Goïta.

Opération stratégique Le raid en direction de Kidal avait commencé quelques jours plus tôt. Le 9 novembre, après des frappes de drones les jours précédents, ciblant l'ancien camp de la Minusma occupé par les groupes armés de la CMA à Kidal, l'armée annonçait avoir entrepris des « mouvements stratégiques dans le but de sécuriser et d'éradiquer toutes menaces terroristes dans la région de Kidal ». Deux GTIA (Groupements tactiques interarmes), appuyées par des partenaires russes, mis en ordre de bataille pour mener l'opération depuis Anéfis, passent la nuit à 40 km de la ville avant de reprendre la route le lendemain. À la mi-journée, les troupes marquent une pause à 33 km de la ville de Kidal. Le 11 novembre, après la reprise de leur progression, elles sont accrochées par les éléments de la CMA, mais, avec la combinaison des actions aéroterrestres, l'armée arrive à briser la ligne défensive dressée par ses ad-

versaires. « Des actions combinées aéroterrestres ont permis de mettre en débandade les groupes armés terroristes. La progression des FAMA sur la localité de Kidal a repris et sera menée à bien », assurera l'armée, dont le convoi passera la nuit à 20 km de Kidal avant de « neutraliser des pick-up et de tuer une dizaine de terroristes » le jour suivant, dimanche 12 novembre, à 15 km de la ville. « La conjugaison des forces terrestres et aériennes des FAMA a complètement dispersé les positions des groupes armés terroristes. Les rescapés se sont réfugiés dans les collines environnantes. Les opérations FAMA continuent avec la plus grande détermination afin de déboucher les terroristes dans leurs derniers retranchements », annoncera l'armée, soulignant des « avancées très significatives » dans son opération stratégique. Aucune des parties n'a communiqué sur ses

Les groupes armés de la CMA ne vont pas rester les bras croisés et vont, par moments et par endroits, suivant l'évolution de la situation, essayer des attaques coordonnées çà et là pour éventuellement mettre en difficulté les positions FAMA dans la ville et ses alentours.

pertes et il difficile d'établir des bilans de ces opérations. Le 13 novembre, le convoi atteint les portes de la ville de Kidal dans la soirée et y passe la nuit. Cette même nuit, des sources locales confirment que les principaux leaders de la CMA évacuent la ville, sans préciser leur destination. Les troupes de la CMA quittent également la ville et évoquent par la suite des raisons « stratégiques » pour expliquer ce retrait. Le 14 novembre, les



Après plusieurs jours de combats, les forces armées maliennes sont entrées dans la ville de Kidal, contrôlée depuis une décennie par les groupes rebelles. (Image d'illustration)

premières forces des FAMA pénètrent dans la ville de Kidal aux environs de 11h et procèdent au déminage et au ratissage de la zone. Dans les vidéos qui ont circulé, les partenaires russes et les FAMA sont visibles. Après plus d'une décennie passée entre les mains des groupes armés rebelles, et après une

le plus difficile aujourd'hui pour les FAMA sera de se maintenir à Kidal et éventuellement de créer les conditions pour le retour de l'administration et pour l'assurance des services sociaux de base », relativise Soumaïla Lah, Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité.

REPÈRES

25 octobre 2023 :

La MINUSMA débute son retrait du camp de Kidal contrairement à la date initiale.

9 novembre 2023 :

Les Famas amorcent des mouvements stratégiques depuis Anéfis en direction de Kidal.

14 novembre 2023 :

L'armée entre à Kidal.

inconcevable d'imaginer l'Algérie accepter d'accueillir les combattants de la CMA avec leurs armes. De ce fait, ces derniers se trouvent, selon un analyste dans les alentours de la ville. « Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne sont pas loin. Ils sont dans une zone qu'ils maîtrisent plus que les FAMA. Ils ont reculé pour pouvoir mieux rebondir », glisse Soumaïla Lah. Selon lui, les groupes armés de la CMA ne vont pas rester les bras croisés et vont, par moments et par endroits, suivant l'évolution de la situation, essayer des attaques coordonnées çà et là pour éventuellement mettre en

difficulté les positions FAMA dans la ville et ses alentours. Dr. Alphadi Alhadi Koïna est du même avis. « Le CSP va essayer d'affaiblir l'armée et de pousser le gouvernement à ouvrir la porte du dialogue, parce qu'aujourd'hui les groupes armés sont en position de faiblesse. On pourrait s'attendre à des attaques sporadiques sur diverses positions de l'armée, pas seulement à Kidal mais aussi sur des positions de l'armée considérées comme faibles », analyse le géopolitologue, expert des groupes armés extrémistes au Sahel. La vigilance est donc de mise pour les FAMA et les autorités. Le gouverneur de Kidal, le Colonel Fodé Malick Sis-soko, a, dans un communiqué daté du 15 novembre, imposé un couvre-feu de 20h à 6h du matin sur toute l'étendue de la région.

Civils déplacés Depuis l'annonce de la progression stratégique des FAMA vers Kidal, plusieurs civils se sont déplacés vers les camps de réfugiés à la frontière avec l'Algérie, mais également

dans des zones plus reculées. « 80% de la population de Kidal a quitté la ville pour l'Algérie. Seuls ceux qui n'ont pas de moyens sont restés à ce jour », affirme une source locale. Selon certaines sources, la plupart des Tamasheqs de la ville ont fui. Sur les vidéos des populations qui sont sorties pour saluer l'entrée dans la ville des FAMA, ils ne sont pas visibles. À cet égard, le retour des civils qui ne sont pas restés sur place dans la ville de Kidal, malgré les appels répétés de l'armée, constitue un autre défi majeur pour l'État malien. « L'armée malienne constitue aujourd'hui pour ces populations une inconnue et, quand on est en présence d'une inconnue, on prend ses distances et on observe. Je pense que les populations seront dans cette phase pendant un bon moment », craint Soumaïla Lah.

3 QUESTIONS À



IBRAHIM HARANE DIALLO

Chercheur à l'Observatoire sur la prévention et la gestion des crises au Sahel

1 Quelle est votre analyse sur la reprise de Kidal par les FAMA ?

Ce n'est pas une surprise. J'ai toujours dit que Kidal pouvait être pris par l'armée malienne sans difficulté majeure parce qu'aujourd'hui il y a eu une évolution du rapport de forces entre les FAMA et les groupes armés rebelles. Mais nous aurions souhaité une démarche beaucoup plus pacifique pour que nous ne puissions pas nous inquiéter, comme c'est le cas aujourd'hui sur la suite de ces opérations.

2 A quoi doit-on s'attendre pour la suite ?

Je pense que cette entrée de l'armée dans la ville de Kidal sans pratiquement aucune résistance, est quelque part un piège. Cela doit être murement analysé afin de prendre les dispositions pour se préparer d'éventuelles attaques régulières des groupes armés. Je pense qu'il y a une stratégie cachée au niveau de ces groupes et qu'ils vont chercher à se renforcer

3 Quelles doivent être les prochaines étapes pour les FAMA ?

En temps normal, les étapes suivantes doivent être en lien avec le retour de l'administration et les services sociaux de base à Kidal. Mais dans le contexte actuel, il est difficilement envisageable de parler de ces étapes dans l'immédiat. L'armée va se donner du temps nécessaire pour s'assurer qu'elle est le maître absolu de la zone. Je pense que les priorités vont tourner plutôt sur la sécurisation de la ville.

KIDAL, UN FIEF REBELLE

L'armée a repris pied ce 14 novembre 2023 à Kidal. Située à plus de 1 500 km de Bamako, Kidal est un enjeu stratégique majeur. La région est depuis les premières années de l'indépendance le fief de toutes les rébellions armées contre l'État.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Kidal est connue pour son insoumission à l'Etat depuis les premières heures de l'indépendance.

Depuis son indépendance, en 1960, le Mali a dû faire face à plusieurs rébellions armées dont le siège était Kidal. De 1963 à 1964, la première révolte post coloniale par des Touaregs Ifoghas, qui espéraient la création d'une nation touarègue et qui protestaient contre leur non représentativité au sein des instances de l'État, est durement réprimée. Cette répression laissera des traces qui demeurent aujourd'hui. Dans les années

1970, confrontés à une grave sécheresse, beaucoup de Touaregs s'exilent, notamment en Algérie et en Libye. Plusieurs d'entre eux, qui étaient des enfants lors de la première rébellion, intègrent l'armée du Colonel Kadhafi. Formés, aguerris au combat et animés par un sentiment de vengeance, ils reviennent dans les années 1990 au Mali.

Cycle infernal La rébellion du début des années 1990 était bien organisée, selon les spé-

cialistes, même si elle ne regroupait pas tous les Touaregs. Iyad Ag Ghali, natif de Kidal et actuel chef du JNIM, en était la figure de proue. Avec son groupe d'alors, le Mouvement populaire pour la libération de l'Azawad (MPLA), il mènera plusieurs attaques contre des postes militaires. Le pouvoir en déclin du Général Moussa Traoré accepte de signer les Accords de Tamanrasset, en janvier 1991, avec plusieurs engagements, dont la réduction de la présence de l'armée à Kidal. La fin du régime en mars 1991 ne permettra pas l'application intégrale des dispositions. Mais les nouvelles autorités, présidées par Alpha Oumar Konaré consentiront notamment à l'intégration de combattants. Le 27 mars 1996 est organisée la cérémonie symbolique de la Flamme de la paix, au cours de laquelle plus de 3000 armes rebelles sont brûlées et censée marquer le retour de la paix. Elle tiendra 10 ans.

La troisième rébellion, dirigée par Ibrahim Ag Bahanga entre

2006 et 2009 et également lancée depuis Kidal, interviendra dans un contexte de méfiance. D'anciens intégrés se retournent contre l'armée régulière, exacerbant le sentiment d'injustice et laissant entiers les problèmes de développement d'une frange importante de la population. Sollicitée pour assurer la médiation, l'Algérie demande l'application des mesures contenues dans le Pacte national de 1992. Mais le manque de confiance entre les parties complique la tâche. Après plus d'un an de combat, ses capacités considérablement réduites, Ag Bahanga et ses troupes se réfugient en Libye. En 2011 il revient au Mali, où il trouve la mort dans un accident de voiture. La chute de Khaddafi, en octobre 2011, marque l'arrivée massive de combattants touaregs qui servaient dans son armée, au Mali et dans d'autres pays. La crise actuelle débutera en janvier 2012, avec le massacre de soldats de l'armée malienne par le Mouvement national de libération de l'Azawad, qui réclame l'indépendance. ■

Donnez votre avis

sur www.journaldu Mali.com

SUR LA ROUTE DE KIDAL, DES VICTOIRES SIGNIFICATIVES POUR LES FAMA

1

BER

Le 13 août 2023, l'armée reprend le camp de Ber sur fond de grande tension. La MINUSMA qui devait rétroceder le camp aux FAMA le quitte deux jours avant la date prévue pour la rétrocession. Sur la voie de Kidal, l'armée affronte les groupes armés de la CMA, ainsi que les terroristes du JNIM qui selon plusieurs informations se partageaient le contrôle de la zone. Après plusieurs jours de combats, et grâce à l'appui des vecteurs aériens, les FAMA atteignent le camp, alors que la CMA et principalement sa composante sont obligés de se retirer de la ville.

2

BOUREM

Le 12 septembre, les forces de la CMA appuyées par des éléments GATIA fidèles à Fahad Ag Almahmoud attaquent une position de l'armée à Bourem dans la région de Gao. C'est dans cette ville stratégique qu'étaient stationnées les unités FAMA devant reprendre les camps de la MINUSMA dans la région de Kidal. Les groupes rebelles ont subi ce jour de lourdes pertes. Le bilan officiel de l'attaque est de 10 militaires tués et 46 terroristes neutralisés selon l'état-major qui utilise le terme terroriste pour désigner tous les ennemis.

3

ANEFIS

Le 2 octobre, un important convoi de l'armée malienne et des partenaires russes quittent Gao direction la région de Kidal. Sur la voie, des affrontements éclatent avec la CMA. Sur un terrain dégagé, les vecteurs aériens donnent un avantage certain aux FAMA qui le 7 octobre 2023 prennent le contrôle de la localité.

4

KIDAL

Un mois après la prise d'Anéfis, l'armée et les partenaires débutent leur mouvement (9 novembre) en direction de Kidal. Après plusieurs frappes de drones et des combats avant l'entrée de la ville, l'armée malienne pénètre dans Kidal le 14 novembre après plus d'une décennie d'absence.



PRÉSENTE

1^{ÈRE} ÉDITION

SYGMA

Salon de l'Imprimerie, du Graphisme
et des Métiers de l'Art

SOUS LE COPARRAINAGE DU MINISTRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE,
DE L'IND. HÔTELIÈRE ET DU TOURISME ET DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE

17 DU 18
AU
NOVEMBRE 2023

CICB
DE BAMAKO



INFOLINE • SPONSORING
+223 63 15 14 60

TRANSITION : LE SILENCE INTRIGUANT DE LA CEDEAO

Près de deux mois après l'annonce du report sine die de l'élection présidentielle, initialement prévue en février 2024, la Cedeao, qui jusque-là s'affichait intransigeante quant au respect du délai de la Transition, n'a pas officiellement réagi. Pour quelles raisons ?

MOHAMED KENOVI

Aucun communiqué, ni pour prendre acte, ni pour rejeter la décision des autorités maliennes annoncée le 25 septembre 2023 de reporter à une date ultérieure la présidentielle, qui devait mettre fin à la Transition. La Cedeao est restée totalement muette. L'instance sous-régionale avait pourtant mis en avant sa « détermination à faire assurer le respect par les États membres en transition de leurs obligations en matière de restauration de l'ordre constitutionnel dans le délai convenu de 2024 », à l'issue de son 63ème sommet, tenu en juillet dernier.



LA CEDEAO se penchera en décembre lors d'un sommet sur la transition au Mali.

de le relancer au plus niveau avec ces trois pays à l'issue de son mini-sommet du 18 juillet 2023, mais la tournée prévue

qui a mis les autres transitions au second plan, et qu'après il a reculé », poursuit notre source.

Sommet décisif en vue Le prochain Sommet ordinaire de la Conférence des Chefs d'États et de gouvernements de la Cedeao est prévu pour le 10 décembre prochain à Abuja, au Nigéria. Selon notre source, les dirigeants ouest-africains attendent cette occasion pour se pencher sur la prolongation de la Transition au Mali mais aussi sur l'évolution des autres transitions au Burkina Faso et en Guinée, ainsi que sur la situation au Niger. « Tout va se décider » à ce sommet, ajoute notre interlocuteur, d'autant que le terrain a été un peu « balisé » lors du sommet Arabie Saoudite - Afrique, auquel ont pris part plusieurs Chefs d'États de la communauté sous-régionale, à Riyad le 10 novembre dernier. ■

EN BREF

TRANSITION : LA CODEM APPELLE À LA TENUE DES ÉLECTIONS DANS LES DÉLAIS CONVENUS

Opposé au report de la présidentielle devant mettre fin à la transition, la CODEM multiplie ses prises de position sur la conduite de la transition. Dans une récente déclaration sur la situation socio-politique, économique et sécuritaire actuelle du Mali, le parti estime que pour remédier à la crise énergétique qui est la résultante de « plusieurs années de politique de l'autruche ayant creusé des gaps entre les recettes générées par EDM et les charges supportées », il faudrait une réforme structurelle profonde qu'un pouvoir de Transition « n'a ni le temps, ni les moyens d'entreprendre ». « Aussi, la solution la plus viable à la crise énergétique et aux différentes crises que traversent le Mali se trouve dans l'organisation d'élections transparentes dans les délais convenus avec le peuple malien et la communauté internationale », souligne le parti. Ces élections, selon la CODEM, permettront au Mali de renouer avec l'ensemble de ses partenaires et de faire face aux grands défis. ■

M.K

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

La Cedeao a été « dépassée » par les événements. Elle a du mal à coordonner ses actions vis-à-vis des différents pays et s'est concentrée sur le cas du Niger.

Dialogue rompu Selon nos informations, l'organisation ouest-africaine est restée silencieuse parce que la décision ne lui a pas été officiellement notifiée par les autorités maliennes. Depuis février 2023 et l'interdiction de voyage qu'elle a imposé aux « membres du gouvernement et aux hauts fonctionnaires » du Mali, mais aussi de la Guinée et du Burkina Faso, le dialogue a été totalement rompu entre le Mali et la Cedeao. L'organisation avait par la suite tenté

à cet effet du Président béninois avait avorté après le coup d'État du 26 juillet au Niger. À en croire une source proche de l'institution, la Cedeao a été « dépassée » par les événements. « Elle a du mal à coordonner ses actions vis-à-vis des différents pays et s'est concentrée sur le cas du Niger ». Par ailleurs, « les Chefs d'États de la Cedeao en veulent au Président Nigérien Bola Tinubu, parce qu'il les a embarqués dans l'option d'une intervention militaire au Niger,

Reprise de Kidal Des partis politiques réagissent

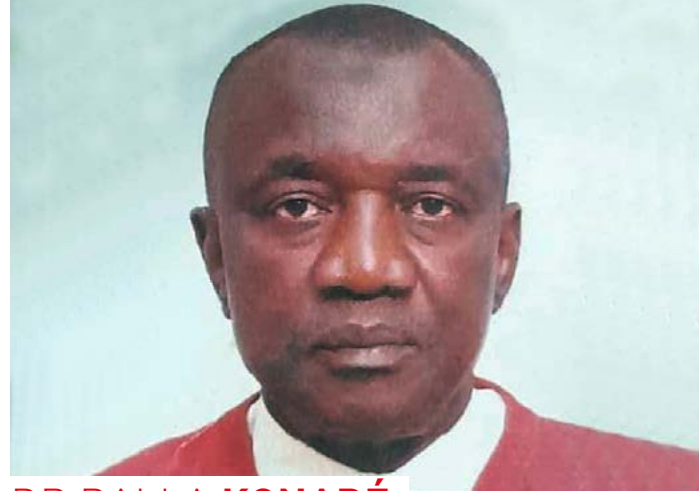
Plusieurs partis politiques ont réagi suite à l'annonce de la reprise de Kidal par les FAMA le 14 novembre 2023. L'Adema-Pasj, dans un communiqué, a salué la reconquête de Kidal et encouragé les autorités de la Transition à « poursuivre les opérations de sécurisation du territoire national et la stabilisation du nord de notre pays ».

Le RPM, de son côté, a félicité les autorités militaires pour les « multiples efforts » et saisi l'occasion pour demander à la population de Kidal de « faire confiance à son armée nationale, qui n'a autre mission que la défense de la patrie ». « L'entrée des FAMA dans la ville de Kidal est certainement un grand jour pour le Mali », a réagi pour sa part

le Parena. La Codem, si elle se réjouit de cette « bravoure qui doit annoncer le début d'une paix durable dans cette partie importante de notre pays », demeure toutefois convaincue que « seul un cessez-le-feu peut ouvrir la voie au dialogue et à une véritable réconciliation nationale entre tous les fils du Maliba ». Quant à l'URD, elle demande

au gouvernement de « prendre les mesures nécessaires pour le redéploiement de l'administration dans les zones libérées afin d'apporter à nos populations les services sociaux de base ». Pour l'EDR, ce succès « décisif » confirme la volonté inébranlable des autorités de la Transition de poursuivre le processus de recouvrement de l'intégrité du territoire national. ■

M.K



DR BALLA KONARÉ

« L'entrée de l'armée à Kidal est un non événement »

Dr Balla Konaré est le secrétaire à la culture et à l'organisation de SADI. Il nous donne son avis sur la sortie du Président de son parti et l'entrée de l'armée à Kidal.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Quelle est votre réaction par rapport à l'entrée de l'armée malienne à Kidal ?

L'entrée de l'armée à Kidal est un non événement. Il n'y a pas lieu de mobiliser la population pour cela. C'est dans l'ordre normal des choses, Kidal fait partie intégrante du territoire et l'armée a le droit de s'installer où cela est nécessaire. Je ne vois pas pourquoi en faire un événement spécial malgré la crise politique.

Comme vous le dites, c'est un contexte particulier. Cette situation rend-elle inopportunes les sorties du Dr Oumar Mariko ?

Non, elles sont bien justifiées. On veut imposer une pensée unique dans ce pays. Nous, depuis 2012, sommes le premier parti politique à marteler qu'entre Maliens nous n'avons pas besoin de nous entretenir. Les raisons qui ont poussé Kidal et les régions du Nord à se rebeller contre l'autorité centrale doivent être analysées froidement. C'est dans ce cadre que nous avons demandé qu'il y ait un Forum inclusif de tous les acteurs politiques du Mali, y compris ceux qui étaient au pouvoir, pour discuter de la question et en tirer les conséquences pour réorienter et réorganiser l'État. Malheureusement, comme cela venait de nous, considérés comme de l'extrême gauche, on a étouffé cela. Les raisons de la sortie du Dr Oumar Mariko sont bien connues.

Partagez-vous ces raisons ?

Absolument. D'un point de vue idéologique et disciplinaire. C'est le Président de notre parti, il a le droit et le devoir de l'engager. N'en déplaise à ses détracteurs, ses déclarations engagent SADI. Il a fait une analyse objective de la situation. Il n'y a pas lieu que l'on s'entretienne à Kidal entre Maliens. Kidal n'a jamais échappé à l'intégrité territoriale du Mali. Si la rébellion a échoué, c'est parce qu'une bonne partie des populations du Nord a refusé de suivre les séparatistes du MNLA. Cela veut dire que toutes les populations ne sont pas séparatistes. Aujourd'hui, un amalgame fait par Wagner, qui s'appuie sur la doctrine russe, qui ne fait pas de concession à ceux que l'on considère comme terroristes. Les populations sont les victimes collatérales ou volontaires de cette situation. Cela envenime la situation. Qu'est ce qui nous empêche de dialoguer, surtout que c'est la Transition qui a créé un ministère chargé de la Réconciliation nationale ? Qu'est ce qui nous empêche de négocier afin que l'armée s'installe dans la paix et l'allégresse à Kidal ? On ne peut pas endeuiller une partie du peuple et fêter cela. ■

afribone

Connexion Internet illimitée jusqu'à 40 Mbits/s à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

PRIX DU SUCRE, À LA RECHERCHE DE LA BONNE STRATÉGIE

Plus de trois mois après l'annonce de mesures de facilitation pour l'importation du sucre, le bilan est bien en deçà des espoirs. Seules 40 000 tonnes ont été importées sur les 100 000 autorisées et la plupart des bénéficiaires n'ont pas honoré le cahier des charges, selon le ministre du Commerce. Le sucre reste donc inaccessible pour le consommateur et pose avec acuité la question de l'efficacité des mesures mises en place.

FATOUMATA MAGUIRAGA

« Le commerce se fait au détriment de la population et des orientations du gouvernement », relève d'emblée Dr Abdrahamane Tamboura, économiste. Le contournement de la stratégie du gouvernement par les commerçants en ce qui concerne le contrôle des prix ne date pas d'aujourd'hui. Alors que l'État intervient afin que les citoyens aient accès aux produits à moindres coûts, les effets escomptés ne sont jamais atteints, ajoute-t-il.



Le prix et la disponibilité du sucre continuent de faire polémique malgré les mesures du gouvernement.

Incapacité chronique La réalité est que l'État est dans l'incapacité de contrôler non seulement ses politiques mais aussi les acteurs de mise en œuvre de celles-ci. Une « insuffisance chronique » **19 juillet au 6 novembre : 100 000 tonnes autorisées** **Opérateurs économiques concernés : 58** **Intentions levées : 28** **Opérateurs ayant importé : 15** Dans cette optique, il peut élargir le secteur à plusieurs opérateurs afin que la concurrence profite au consommateur. L'autre alternative est que l'État peut pour certains produits faire son propre business, suggère Dr Tamboura, en mettant en place son propre mécanisme d'achat et de commercialisation, en se démarquant des opérateurs économiques, d'autant qu'il abandonne une bonne partie de ses recettes pour que les commerçants approvisionnent le marché à un prix acceptable. À partir du moment où l'objectif n'est pas atteint, l'État n'a donc rien à perdre à créer ce mécanisme pour des produits stratégiques sur le plan mondial.

Mais ce système nécessite un changement radical, il faut donc « mettre de l'ordre et appliquer la loi ». Reconnaisant des « pratiques illicites et le non respect des prix plafonds », le ministre en charge du Commerce, Moussa Alassane Diallo, a tout de même lancé une nouvelle opération d'importation de 50 000 tonnes, avec une exonération de 25%, pour la période allant du 9 novembre au 31 décembre 2023. Le ministre a également annoncé que 789 procès-verbaux de non respect avaient été dressés à l'issue de 3 800 contrôles. Quant aux opérateurs économiques, qui se sont peu exprimés, c'est à leur indulgence que le ministre a fait appel afin d'éviter la pénurie en sucre, dont les prix mondiaux connaissent une hausse. ■

■

EN BREF

ANACARDE : L'EXEMPLE IVOIRIEN

En Afrique de l'Ouest, plusieurs pays producteurs de noix de cajou pourraient s'inspirer de l'exemple ivoirien. Dans cette économie, les autorités taxent les exportations de noix brutes en utilisant une partie des recettes pour subventionner l'industrie de la transformation, à travers une prime de 400 francs CFA par kg d'amandes exportées. La politique, appliquée depuis plusieurs années, a permis de faire passer le nombre d'usines de 5 en 2015 à 25 actuellement. L'augmentation des capacités installées est passée à 300 000 tonnes de noix. Le modèle expérimenté sur le terrain se fait à moindre coût par rapport au fait de puiser directement dans les caisses de l'État et représente un compromis intéressant dont pourraient s'inspirer les pays de la sous-région. Car l'interdiction pure et simple de l'exportation prônée par plusieurs pays s'avère inefficace, selon le site Agence Ecofin. Cette politique peut entraîner des sorties massives de noix de cajou, y compris à travers des moyens peu orthodoxes. L'objectif est donc de chercher plutôt à augmenter la production. Il faut en effet laisser la possibilité aux producteurs de vendre à une variété d'acheteurs et taxer l'exportation pour soutenir l'industrie locale. ■ **F.M**

Air France Pas de reprise des vols au Mali avant mars 2024

La compagnie aérienne Air France annonce qu'elle ne prévoit pas de reprendre ses vols vers le Mali avant mars 2024 au moins, invoquant des « raisons opérationnelles ». Le 10 octobre, la compagnie aérienne annonçait recommencer à desservir le Mali « en coordination avec les autorités maliennes », avec trois vols hebdomadaires à compter du vendredi 13 octobre. Ils

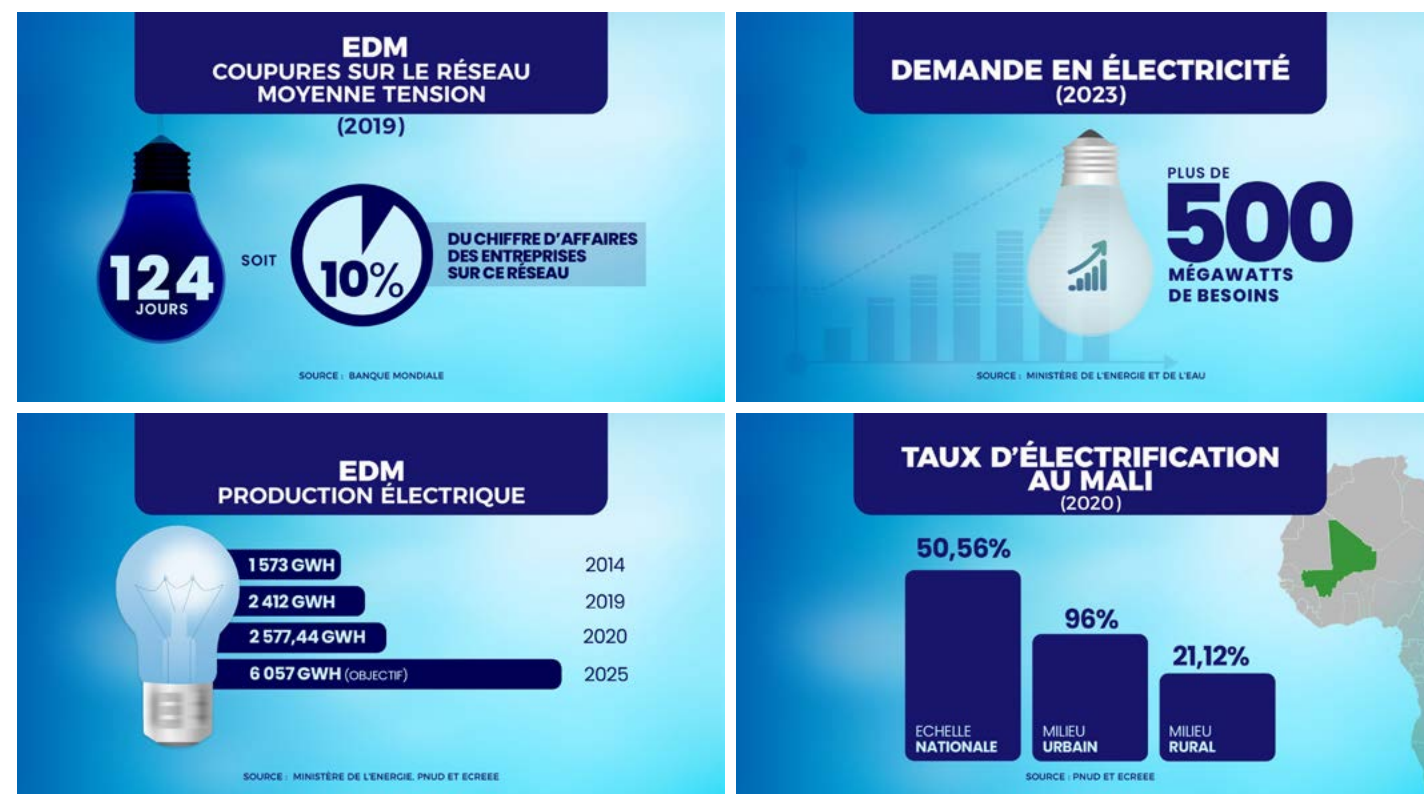
devaient être assurés par « un Boeing 777-200 ER de la compagnie portugaise Euro Atlantic Airways », spécialisée dans la location d'appareils à des compagnies tierces. Quelques heures après cette annonce, les autorités maliennes ont démenti. Dans un communiqué, le ministère des Transports a précisé que la demande de reprise des vols formulée

par Air France était en cours d'examen par l'autorité aéronautique du Mali. Par conséquent, les vols d'Air France demeuraient suspendus. Le 7 août dernier, Air France avait suspendu ses vols vers le Mali, justifiant cette décision par le « coup d'État au Niger » et « la situation géopolitique » au Sahel. Cette suspension avait ensuite été prolongée à plusieurs reprises. Elle ne

concernait d'ailleurs pas uniquement le Mali, mais aussi le Burkina Faso et le Niger. Après la suspension des liaisons Paris-Bamako par Air France, les autorités maliennes avaient décidé le 11 août d'annuler l'autorisation de la compagnie d'exploiter cette ligne, qualifiant cette suspension de « manquement notoire » aux termes de l'autorisation d'exploitation. ■ **F.M**

ENERGIE : LES CHIFFRES À CONNAÎTRE

Ces infographies sont issues de l'émission Entreprendre dont le thème est Energie : quel modèle économique adopter. L'émission sera diffusée le mardi 21 novembre à 20h20 sur TM1.



LE NOMBRE DE CAS DE DENGUE CROÎT AU MALI

Plus de 300 cas positifs, dont 12 graves, et 2 décès confirmés, tels sont les récents chiffres annoncés par les autorités sanitaires le 9 novembre 2023 concernant la dengue au Mali. Depuis l'apparition du 1er cas, en septembre dernier, les services de santé ont enregistré plus de 2 406 cas suspects sur tout le territoire. Selon eux, Bamako serait la plus touchée par cette épidémie.

YAYA BERTHÉ



Le nombre de cas de dengue ne cesse d'augmenter dans le pays.

La dengue, aussi appelée « grippe tropicale », est une maladie virale transmissible à l'homme par des moustiques du genre *Aedes* (*aegypti* et *albopictus*). Malgré des symptômes similaires à ceux du paludisme, il s'agit de deux maladies différentes avec comme seul point commun leur mode de transmission. La dengue se manifeste par l'apparition d'une forte fièvre, souvent accompagnée de nausées, de vomissements et des douleurs musculaires. Selon le Directeur général adjoint de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Kalifa Keita, cette maladie est interhumaine par l'intermédiaire d'un moustique infecté. C'est la population elle-même qui élève ces moustiques à domicile sans le savoir, car ils sont dans les eaux stagnantes devant les portes, dans les pneus usés ou dans tout autre objet immobile contenant de l'eau. Il est donc important de détruire ces gîtes,

qui sont les foyers de reproduction de ces moustiques. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), on compte plus de 400 millions de contaminations chaque année dans le monde. Face à l'augmentation des cas, une réunion d'urgence s'est tenue ce lundi au département de

dans tous les hôpitaux. Un plan de préparation et de riposte, la diffusion d'un algorithme national de prise en charge, la sensibilisation des populations à travers des émissions radio-phoniques et télévisuelles sur les mesures de prévention et les gestes à ne pas faire seront mis en place.

Il n'y a pas encore de traitement spécifique de la maladie, mais plusieurs mécanismes de prévention ont été mis en place depuis l'apparition du premier cas, dont, entre autres, l'utilisation d'insecticides, de moustiquaires imprégnées et la fumigation des lieux infectés. La situation actuelle impose d'être vigilants et d'appliquer les mesures de prévention pour les personnes résidant au Mali, ainsi que pour

Les autorités sanitaires ont pris des mesures pour faire face aux besoins de sensibilisation des populations et de pré-positionnement des médicaments pour la prise en charge gratuite des cas graves dans tous les hôpitaux.

la santé dans le but de revoir le système d'alerte d'urgence de la maladie. Les autorités sanitaires ont pris des mesures pour faire face aux besoins de sensibilisation des populations et de pré-positionnement des médicaments pour la prise en charge gratuite des cas graves

les voyageurs à l'arrivée ou au retour d'un séjour. À noter que de nombreux cas positifs ont été signalés dans les régions de Koulikoro, Ségou et Mopti. Des dispositions ont été prises pour la surveillance épidémiologique dans les différents districts sanitaires du pays. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

TOMINIAN : DES PRODUCTEURS OUTILLÉS SUR LA GESTION EFFICACE DES RESSOURCES AGRICOLES

Le 14 novembre 2023, 60 producteurs, membres du centre d'agrégation ont suivi une formation sur la gestion efficace des ressources agricoles à Tominian. Il s'agissait pour les organisateurs d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des aliments locaux à haute valeur nutritive dans la commune de Tominian. Financée par le programme alimentaire mondiale (PAM), la session est mise en œuvre par l'association malienne d'éveil au développement durable (AMEDD) en partenariat avec le service local de l'agriculture de Tominian. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération (PIC III) de la coopération luxembourgeoise convenu avec le gouvernement, le groupement GERES, AMEDD et MFC a été mandaté par Lux Dev à travers une convention dont le but est d'intervenir en faveur de l'adaptation au changement climatique

EN BREF

EDUCATION : BRAS DE FER ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'ASSOCIATION DES ÉCOLES PRIVÉES

Après une semaine d'arrêt de travail observé du 06 au 10 novembre dernier, les établissements secondaires privés continuent leur mouvement jusqu'au 17 novembre prochain. Ils revendiquent le paiement intégral de leurs frais scolaires et autres dépenses publiques. A travers un communiqué publié ce mardi 14 novembre 2023, le ministère de l'éducation nationale annonce apprendre avec regret la décision de l'association des écoles privées de poursuivre leur mouvement de grève. Sur un reliquat de 3 499 446 700 de FCFA à payer au niveau du district de Bamako, le ministère de l'économie et des finances s'est engagé à régler immédiatement, un montant de 2 milliards de FCFA, dès l'établissement des mandats par les services compétents affirme le ministère dans son communiqué. L'association n'a pas tardé à réagir. Dans un communiqué signé de son secrétaire général et publié dans la foulée, elle assure que le reliquat pour Bamako, n'est pas de 3 milliards mais de près de 19 milliards de FCFA. « Aucun paiement n'a eu lieu à Bamako. Les premiers états financiers ont fait l'objet de rejet des services du contrôle financier du district depuis le 30 octobre. Comment affirmer qu'une situation rejetée a été payée » peut-on lire dans le communiqué. L'association regrette aussi « qu'aucun espace de dialogue n'a été ouvert par les pouvoirs publics depuis le début de la crise ». La rencontre entre le ministre de l'éducation nationale, les représentants des partenaires de l'école et les parents d'élèves la semaine dernière n'a pas suffi à dissuader l'association sur son mot d'ordre de grève. ■ Y.B

GUILLAUME SORO SE RAPPROCHE D'ABIDJAN

Après plusieurs mois loin des projecteurs, l'ex chef rebelle et ex Président de l'Assemblée nationale ivoirienne est apparu au Niger, où il a décidé de poser ses valises en attendant que les portes d'Abidjan s'ouvrent à lui.

OUAKALTIO OUATTARA



Guillaume Soro a annoncé le 12 novembre sur son compte X la fin de son exil.

En annonçant dans une vidéo postée sur un compte X qu'il mettait fin à son exil, plusieurs de ses proches avaient indiqué que Guillaume Soro rentrerait définitivement en Côte d'Ivoire. Ce dernier a plutôt opté pour le Niger. L'ex Président du Parlement ivoirien, en exil depuis décembre 2019 après des dissensions avec le Président de la République Alassane Ouattara, était devenu persona

non grata en Europe et aux USA et avait révélé qu'il était traqué en Asie.

Choix stratégique En mettant fin à sa clandestinité et en s'affichant avec le pouvoir militaire de Niamey, Guillaume Soro envoie plusieurs signaux à Abidjan. Le premier est qu'il n'est pas disposé à se rendre pieds et mains liés à la justice ivoirienne et le second qu'il reste disposé

à mener une « opposition » au Président Alassane Ouattara. Condamné à 20 ans de prison, Guillaume Soro continue de donner de l'espoir à ses partisans et espère mieux organiser son parti depuis Niamey. « Les relations sont difficiles entre les militaires au pouvoir au Niger et l'administration Ouattara. Guillaume Soro, qui est dans une logique de défiance, veut marquer ainsi son soutien aux différents pouvoirs militaires de la sous-région ouest-africaine. Soupçonné depuis longtemps de vouloir déstabiliser Abidjan, l'ex Premier ministre s'en est toujours défendu. Selon certains de ses proches, « il tenait à s'installer en Afrique de l'Ouest, à défaut de la Côte d'Ivoire, mais avait exclu tout pays limitrophe, pour sa sécurité et pour ne pas être accusé en cas de troubles ». En effet, la Côte d'Ivoire abrite la CAN 2023 de janvier à février 2024 et certains craignent que des manœuvres militaires ne perturbent cette période, dans un contexte où trois des cinq pays qui entourent le pays ont connu des coups d'États et sont dirigés par des militaires. De source proche du palais d'Abidjan, si l'on indique ne pas faire de sa traque une obsession, l'on rappelle que Soro est condamné et que la justice n'a jamais renoncé aux poursuites à son encontre. Les deux camps devraient continuer à jouer au chat et à la souris pendant encore quelque temps. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

PORTUGAL : LE PREMIER MINISTRE A DÉMISSIONNÉ

Au Portugal, une semaine après la démission du Premier ministre António Costa, cité dans plusieurs affaires de corruption, la justice reconnaît un énorme bug : dans l'un des scandales, elle s'est trompée de nom. Ce n'est pas lui qui était concerné. Dans l'une des nombreuses conversations qui ont déclenché des accusations de corruption et de trafic d'influence, un avocat et consultant, Diogo Lacerda Machado, proche du Premier ministre, tente de faire pression pour obtenir un marché. Il cite le nom d'António Costa, mais il parle du ministre de l'Économie. Dans le contexte cela ne fait aucun doute, sauf que ses propos sont retranscrits mot à mot et que le risque de méprise n'est pas signalé. C'est l'avocat lui-même, placé en détention provisoire la semaine dernière, qui s'en est rendu compte et a prévenu les juges. Mais le nom de l'ex Premier ministre est tout de même cité dans d'autres affaires. Même s'il nie être impliqué directement dans de quelconques pratiques illégales, il dit assumer sa démission. ■

B.S.H

Madagascar Un scrutin tendu

Les Malgaches sont appelés aux urnes ce jeudi dans un climat très tendu. Deux jours avant le scrutin présidentiel, la crise politique s'est encore aggravée le mardi 14 novembre. Un collectif qui rassemble dix candidats de l'opposition a appelé unanimement les Malgaches à ne pas se rendre aux urnes. « Nous voulons une élection », a expliqué Hajo Andrianainarivelo, qui s'est exprimé au nom du collectif. « Nous continuerons les manifestations jusqu'à ce qu'il y ait une élection acceptée par tous », a-t-il ajouté. L'opposition qualifie le scrutin de « supercherie ». Treize candidats sont en lice, dont le Président sortant Andry Rajoelina,

49 ans. Les dix membres du collectif ont refusé de faire campagne pendant que le candidat du pouvoir dit compter sur une victoire dès le premier tour. C'est la question de la double nationalité de Rajoelina qui a mis le feu aux poudres. En juin, la presse avait révélé que le chef d'État sortant avait discrètement acquis la nationalité française en 2014. Selon l'opposition, Andry Rajoelina a de ce fait perdu sa nationalité malgache : il ne peut donc selon elle plus gouverner ni être éligible à un second mandat. La justice a toutefois rejeté en bloc les recours réclamant que sa candidature soit invalidée. ■

QUALIFICATIONS COUPE DU MONDE, LES AIGLES DU MALI VISENT LES SIX POINTS

Le Mali affronte ce vendredi à Bamako le Tchad pour le premier match des éliminatoires de la Coupe du monde 2026, avant d'enchaîner trois jours plus tard, toujours à Bamako, face à la Centrafrique.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Après plusieurs mois d'absence, Kalifa Coulibaly fait son grand retour chez les Aigles.

Pour les Aigles, l'objectif est clair : six points. Tout autre résultat à l'issue des deux premières rencontres de qualification à la prochaine Coupe du monde serait une contre-performance. Le Mali affronte ce vendredi le Tchad au Stade du 26 mars pour lancer sa cam-

pagne. Il affrontera trois jours plus tard, le 20 novembre, la Centrafrique, toujours à domicile. La dernière confrontation entre le Mali et le Tchad remonte à 2019. Dans le même groupe de qualification à la CAN, le Mali s'était imposé 2-0 à l'aller à N'Djamena et l'avait emporté sur tapis vert 3-0

après la disqualification du Tchad suite à la dissolution inexplicable de la Fédération tchadienne de football par le ministre des Sports du pays. Les rencontres de novembre revêtent un double enjeu pour les Aigles : bien démarrer la campagne de qualification dans un groupe à six qui comprend aussi le Ghana, Madagascar et les Comores. Les matchs serviront aussi de préparation à la prochaine CAN en Côte d'Ivoire. Moins de deux mois après l'opposition face à la Centrafrique, le Mali fera son entrée en lice à Korhogo face à l'Afrique du Sud (16 janvier 2024).

Une attaque en question Si la défense est relativement solide et que de nombreux joueurs de talent composent l'Empire du milieu, le véritable chantier se situe en attaque. Avec les blessures d'El Bilal Touré (phase retour), de Sékou Koita et d'Ibrahima Koné, le sélectionneur Éric Sékou Chelle a fait appel à Kalifa Coulibaly, qui évolue à Quevilly Rouen, en Ligue 2, et fait son retour dans le nid. Outre ce retour, un nouveau joueur fera ses premiers pas avec les Aigles, Youssouf Niakaté de Bani Yas, un club des Émirats Arabes Unies. Un choix que le sélectionneur explique par le profil du joueur « qui aime prendre la profondeur » et est « adroit » devant les buts. Les deux élus devront se montrer efficaces pour espérer faire partie du voyage en Côte d'Ivoire. Le sélectionneur devra se passer d'Adama Noss Traoré, le joueur de Hull City ayant dû déclarer forfait à cause d'une lésion musculaire. Djigui Diarra s'est également blessé. ■

Alexandre Song Raccroche les crampons

À 36 ans, Alexandre Song met un terme à sa carrière de footballeur. L'ancien milieu du Cameroun a évolué notamment sous les couleurs d'Arsenal, du FC Barcelone et de West Ham. Avec le FC Barcelone, Alex Song a notamment remporté une Liga en 2012-2013. « C'est avec une grande tristesse que le moment est venu pour moi de raccrocher les crampons », écrit-il sur son compte Instagram. Il ajoute : « Mon parcours, qui a commencé à Yaoundé lorsque j'étais enfant et que je jouais sans bottes, pieds nus et sur du gravier dur, m'a donné la force et le courage de réussir ». Le milieu de terrain a joué 49 matches avec les Lions Indomptables du Cameroun. Sur la pente descendante après avoir joué dans plusieurs grands clubs, il s'engage en 2020 avec Arta Solar, un club de Djibouti. Il a mis un terme à son contrat le mercredi 21 juin 2023. ■

B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Joël Embiid a été élu Joueur de la semaine après avoir aidé son équipe à remporter quatre victoires consécutives, dont une contre Boston (106-103). Le basketteur d'origine camerounaise domine logiquement la Conférence Est. Il a bouclé les sept derniers jours avec un score de 36,3 points, 12,5 rebonds, 5 passes et 2 contres en moyenne.

Pour Rudi Garcia, l'aventure se termine déjà au Napoli, qui a officiellement son limogeage ce mardi dans un communiqué officiel. Après seulement seize matches cette saison (8 victoires, 4 nuls et 4 défaites) et beaucoup de turbulences, le technicien français n'a pas survécu à l'ultime revers face à Empoli (0-1), dimanche dernier au Stadio Maradona.

LE SIGUI DÉSORMAIS CLASSÉ AU PATRIMOINE CULTUREL NATIONAL

En Conseil des ministres, le 25 octobre 2023, le rite sexagénaire du Sigi, la cérémonie culturelle la plus importante chez les Dogons, a été classé au Patrimoine culturel national. Une bonne initiative dont s'est réjouie l'association malienne pour la protection de la culture dogon Ginna Dogon à travers une déclaration.

YAYA BERTHÉ



Le Sigi est un rite dogon séculaire, la prochaine édition se tiendra dans quatre ans.

La cérémonie du Sigi est un rituel important de la culture dogon, célébré tous les 60 ans pour commémorer la révélation de la parole à l'Homme par Dieu, ainsi que la mort du premier ancêtre. Cette célébration donne lieu à des manifestations artistiques et culturelles grandioses à travers toute la contrée, à partir des falaises de Bandiagara, classées au Patrimoine

mondial de l'UNESCO. C'est une occasion de communion du peuple dogon autour de l'héritage ancestral. Le Sigi tire ses origines du village de Youga Dogourou et remonte à la découverte de l'étoile Sirius par les Dogons il y a des centaines d'années. Ce classement permettra de préserver le Sigi de l'oubli et de la disparition. Il contribuera également à l'éducation des jeunes

générations, tout en favorisant la transmission des connaissances liées à ses cérémonies. Bien plus qu'une simple tradition, le Sigi représente un moyen de recoudre le tissu social, de renforcer le dialogue, la paix et la cohésion sociale et de promouvoir le vivre ensemble au sein de la communauté dogon, car il célèbre la promotion d'une nouvelle génération. C'est un événement majeur qui marque une étape importante dans la vie de la société et dans celle de l'individu, car il n'est pas donné à tout le monde d'être témoin de deux éditions. À l'occasion du Sigi, on taille un grand masque, représentant le premier mort humain qui s'est transformé en serpent, fabriqué dans toute la longueur d'un tronc d'arbre, avec une tête rectangulaire percée de deux yeux. Le mâit peint et décoré est l'objet d'abondantes libations, car il représente l'âme de l'ancêtre serpent. Lors de l'événement, les hommes portent des bijoux féminins et des crosses-sièges masculins, des sortes de courtes béquilles taillées et parfois décorées. Ils affirment ainsi leur maîtrise de la reproduction, redevenant les êtres androgynes du mythe.

Pour rappel, la dernière édition du Sigi a eu lieu en 1967 et la prochaine édition est prévue pour 2027. ■

INFO PEOPLE

NEYMAR ATTAQUÉ EN JUSTICE PAR UNE EX EMPLOYÉE SANS PAPIERS



AYA NAKAMURA, DES SPECTATEURS DE SON CONCERT MÉCONTENTES



Neymar, qui a quitté Paris cet été après six ans au PSG, va devoir s'expliquer face à la justice en France. Le footballeur a en effet été assigné en justice par une ancienne employée, une Brésilienne sans papiers qui l'accuse de l'avoir employée illégalement et dénonce des conditions de travail inadmissibles. La Brésilienne de 35 ans l'a en effet assigné en justice, aux prud'hommes de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines, l'accusant de l'avoir employée illégalement de janvier 2021 à octobre 2022, dans sa maison de 780 m² à Bougival. La jeune femme, sans papiers, explique qu'elle travaillait chez le footballeur sept jours sur sept, et qu'il la payait systématiquement en espèces.

Une catastrophe pour les 13 000 spectateurs martiniquais. En effet, de nombreux spectateurs pointent du doigt un son « inaudible » et un concert trop « chronométré » le 11 novembre de la part d'Aya Nakamura. Une spectatrice, Laureen James, qui a assisté au concert avec sa fille en gradin or et déboursé 184,50 euros, a lancé un collectif pour demander le remboursement des places. Critiquée pour avoir donné un concert de seulement 1h15, l'interprète de "Chérie" s'est énervée : « 1h30 de concert, c'est pas assez en Martinique ! Je vois des commentaires "Beyoncé, c'est 3 heures !" ». Dans ce cas-là, va voir Beyoncé alors ! ».

Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaire :
Yaya BERTHÉ

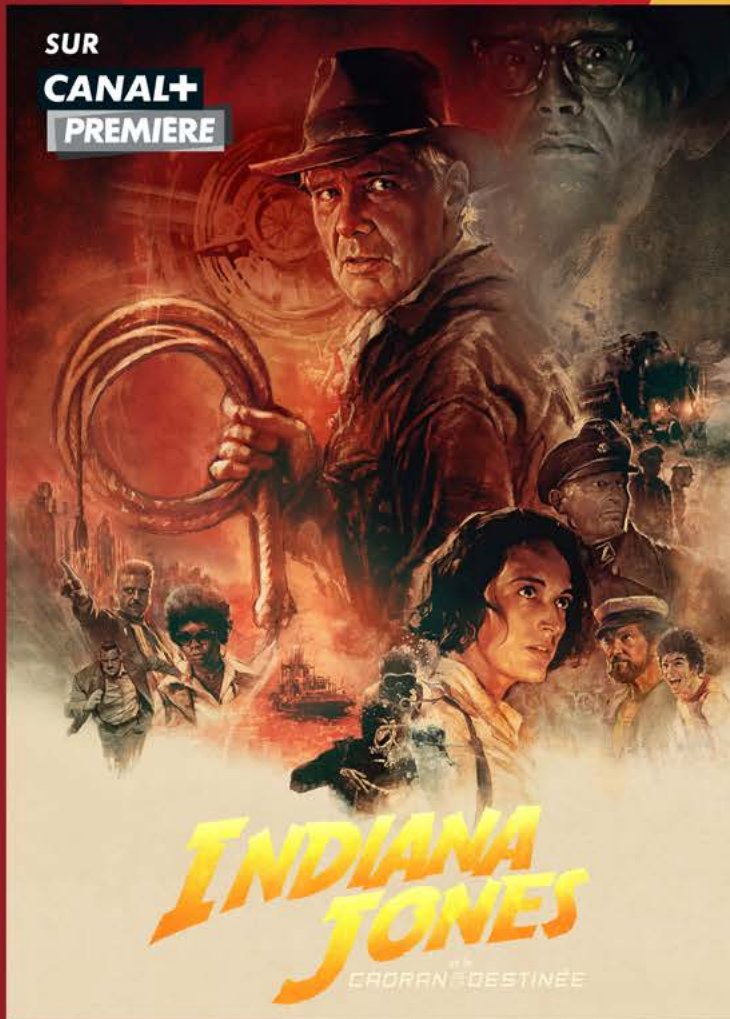
Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

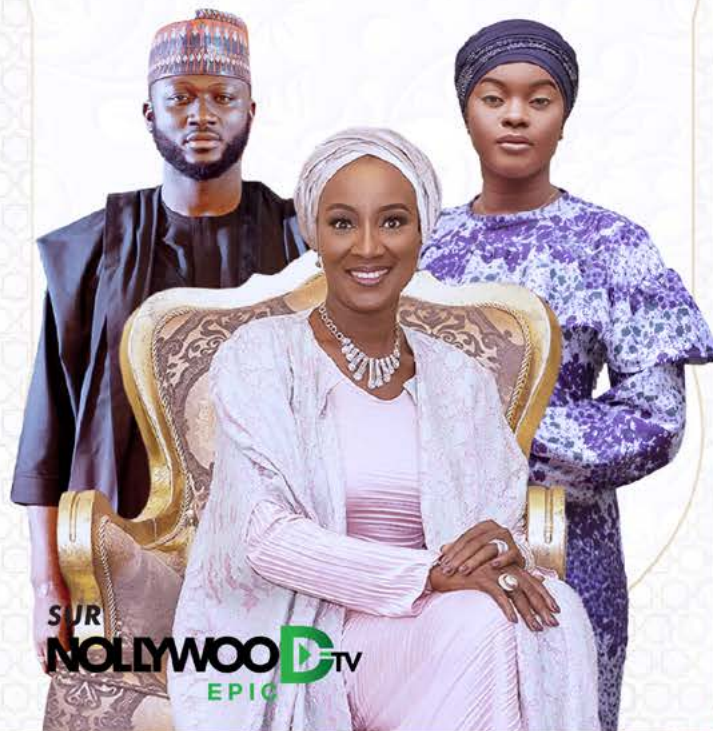
CANAL+

SUR
CANAL+
PREMIERE



Farin Jini

Saison 1



OFFREZ-VOUS LE MEILLEUR

LE DECODEUR HD
5 000 FCFA TTC*
~~10 000~~ FCFA TTC
DES LA FORMULE **ACCESS** (5 000^{FCFA})

*Offre valable du 14 novembre au 26 décembre 2023 (avec possibilité de prolongation jusqu'au 31 décembre) dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule ACCESS des bouquets CANAL+. Parabole offerte, installation gratuite à partir de la formule EVASION. Hors frais d'accès. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé ou le service client au 36 555 (coût d'un appel local).

REABONNEZ-VOUS
A LA MEME FORMULE
15 JOURS OFFERTS**
A TOUT CANAL+

**Offre valable du 14 au 30 novembre 2023 pour tout réabonnement à la même formule. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ pendant 15 jours. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé ou le service client au 36 555 (coût d'un appel local).